



RICOCHETS

Novembre 2015 - Mensuel - Bruxelles

LES POLITICIENS JOUENT AU POKER SUR LE DOS DES DÉTENUS



Infâme et dégueulasse. Voilà les mots appropriés pour qualifier les jeux politiques de ces dernières semaines autour de la construction de la maxi-prison à Bruxelles. Dire que toute dignité est absente de la figure du politicien, de n'importe quel politicien, c'est sans doute enfoncer des portes ouvertes. Et spéculer sur la misère d'autrui, dans ce cas-là sur la souffrance des prisonniers et des futurs prisonniers de leur méga-complexe carcéral à Bruxelles, fait partie des compétences requises pour être un bon fonctionnaire.

Petit rappel des faits. Depuis qu'une lutte offensive est en cours contre la construction de la maxi-prison, petit à petit les autorités ont commencé à se faire du souci. S'ils auraient sans doute préféré le silence, il commençait à devenir difficile d'ignorer encore la question quand la lutte est même venue toquer à la porte de leur domicile (comme les tags anti-prison et les excréments sur la maison du président de la Région bruxelloise Rudi Vervoort) pour leur rappeler leurs responsabilités. Alors, volte-face, et aujourd'hui on assiste à une minable tentative de leur part de transformer cette situation de conflit menaçant en possible source de profits et de fric. Les autorités de la Ville de Bruxelles et la Région bruxelloise ont déclaré bloquer la construction de la maxi-prison (une compétence du gouvernement fédéral) tant qu'il n'y aura pas... du fric sur la table. Si les pots de vins se donnent généralement en-dessous de la table, les politiciens bruxellois le font ouvertement maintenant : le gouvernement fédéral doit amener des compensations s'il veut le permis de construction

(compétence bruxelloise) pour sa maxi-prison.

S'y rajoute maintenant la spéculation sur la souffrance des prisonniers à la prison de Forest et de Saint-Gilles. Les conditions dégueulasses dans ces taules permettent aux politiciens bruxellois de faire du commerce. En échange d'un permis de construction pour la maxi-prison, ils exigent la fermeture de ces deux prisons... pour pouvoir faire de l'argent avec des projets immobiliers sur ces deux sites. La terreur de la détention à Forest et à Saint-Gilles se réduit, dans leurs discours, à un argument à la marge, une petite touche émotionnelle.

Alors, le gouvernement fédéral n'a pas tardé à répondre : « Non, vous n'aurez rien en compensation ». On se croirait au marché du dimanche. « 100 millions d'euros, allez, qui prend ? » « Non, ici 200 millions d'euros, et des lofts à la place de la prison de Forest ! » « Réclame, réclame, le prix des vies de prisonniers en chute libre ! ». Personne ne discute du fond de la question (que la maxi-prison est un projet répressif terrible contre les pauvres), personne ne veut discuter du fond de la question (car alors l'État devrait se découvrir et on verrait que les politiciens de Bruxelles, les fonctionnaires de la Régie des Bâtiments et le gouvernement fédéral ont les mêmes intérêts). Et par « personne », on désigne les hautes sphères du pouvoir. Car en bas on discute, on se parle, beaucoup même, pour comprendre ce que signifierait une maxi-prison à Bruxelles, pourquoi on ne la veut pas, et comment on peut saboter sa construction. Et tant

mieux que de tels débats restent inaccessibles à ces politiciens de merde.

Car ces minables manœuvres de boutiquiers ont encore un autre but : chercher à endormir la lutte. Faire passer un peu de temps, faire semblant que tout est bloqué au niveau administratif, conclure entre-temps des accords dans les coulisses (dégueulasses, évidemment, ces marchandages avec l'enfermement) et tout d'un coup revenir en force, cette fois-ci avec des cohortes d'engins de chantiers qui commenceront à creuser immédiatement. C'est un manœuvre tactique classique : ralentir pendant un moment, pour ensuite accélérer à toute allure. Si on ne veut pas être dupe de ces jeux politicards, continuons alors l'attaque contre la construction de la maxi-prison. Qu'ils soient en train de ralentir ou d'accélérer, jetons des clous tordus en travers de leur route. Et crachons sur leurs infamies et dégueulasseries.

Solidarité avec les attaques contre les flics

Cela fait des semaines que les harcèlements policiers vont bon train à Cureghem. Et que l'heure de se battre est venu si on ne veut pas succomber à leur terreur. Si le bourgmestre d'Anderlecht a appelé à balancer ceux qui se battent, nous appelons à la solidarité. Solidaires avec ceux qui ont chassé des patrouilles de flics à Anderlecht et à Saint-Gilles à la recherche de cibles potentielles pour nourrir la machine à enfermer qui détruit nos vies. Solidaires avec ceux qui ont attaqué, à coups de pavés et de molotov, la maison communale d'Anderlecht et le commissariat de Cureghem début octobre. La solidarité, ce ne sont pas que des mots, ce n'est pas un inoffensif bavardage, non, c'est continuer les hostilités et élargir les champs de bataille.

Des deux côtés du mur

Mi-octobre, une centaine de personnes, armées de barre de fer, érigent des barricades enflammées sur des routes départementales à Moirans (près de Grenoble, en France) et bloquent la gare avec des voitures enflammées. En même temps, dans la prison d'Aiton (en Savoie, France), une aile se mutine et des prisonniers mettent le feu à leur cour-sive. Des deux côtés des murs, les flammes exigent la libération d'un homme pour qu'il puisse assister aux funérailles de son petit frère, décédé lors d'un accident de route suite à un cambriolage. Lors de cet accident, trois jeunes ont été tués (dont donc le petit frère), tandis que le grand frère se retrouve incarcéré.



LE PASSAGE // RUE ROSSINI 11 1070 ANDERLECHT LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

Ouvert tous les mercredis
de 17h à 20h &
tous les samedis de 17h à 20h

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

Samedi 7 novembre - 19h30
Anniversaire de RICOCHETS



Un an après la sortie du premier numéro de Ricochets, bulletin de lutte contre la maxi-prison, on se propose de prendre un moment afin de se retrouver, d'échanger des critiques ou des nouvelles idées autour de ce journal, et de boire un petit apéro.

Mercredi 11 novembre - 19h30
Projection - L'enfant d'en haut

Quand un gamin de 12 ans a trouvé une source de revenu dans l'opulente station de ski qui surplombe la vallée où il vit seul avec sa soeur. Car prendre l'argent où il se trouve en abondance n'est pas un crime. Sans mythe, ni faux-semblant. Une fiction d'Ursula Meier (2012, 1h37).

Samedi 14 novembre - 12h
Une dent contre les taules ?
A celles et ceux qui ont soif de liberté et très faim, venez

partager un coup de fourchette et un bout de discussion !

Mercredi 18 novembre - 19h30
L'impasse de l'opposition légaliste
Une invitation à discuter de la voie légaliste, des moyens qu'elle défend pour s'opposer à un projet d'Etat et de pourquoi nous pensons que c'est une impasse.

Mercredi 25 novembre - 19h30
À celles et ceux qui veulent lutter contre la maxi-prison
Un rendez-vous pour discuter sur la lutte contre la maxi-prison, échanger des critiques, imaginer des initiatives. Un espace de discussion libre, se revendiquant de l'auto-organisation et de l'action directe, nos armes dans ce combat. Une rencontre sans chefs ni spécialistes, qui vit aux rythmes de l'enthousiasme et de la critique de chacun et de chacune.

RICOCHETS est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

RICOCHETS a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

Les migrants continuent d'affluer en Europe

Ils sont des milliers d'hommes et de femmes, de partout à travers le monde, à défier les frontières et ses chiens de garde. Mais puisque personne ne quitte sa terre et les siens pour le plaisir, faisons d'abord quelques pas en arrière pour remonter aux causes du déracinement. Ce que fuient les migrants ce sont les guerres, la misère, le saccage industriel, l'appropriation des ressources, ... - autrement dit, les effets directs de la domination étatique et capitaliste. Quand ils ne sont pas morts ou refoulés aux frontières, au premier pied posé en Europe, la battue commence : harcelés par la police et l'armée, raflés, enfermés dans des camps, gérés par des organisations dites de charité, et enfin expulsés pour ceux qui n'ont pas le bout de papier qu'il faut. Tous les rouages de la machine à expulser font leur sale travail, leur travail normal, pour exploiter les indésirables. Car comme l'ont encore dit tout haut des patrons allemands récemment, les migrants sont réduit à l'état de marchandises, ces choses interchangeables susceptibles d'être valorisées. Et de fait, derrière le vernis humanitaire, les États établissent des critères pour trier le bétail humain, sélectionner la bonne marchandise et refouler celle avariée.

Mais face à la violence des frontières, les actes de révolte se multiplient : Le 5 septembre sur l'île de Lesbos en Grèce, des migrants s'affrontent à la police pour le deuxième jour consécutif. Quelques heures plus tôt, un millier d'entre eux sortent du centre d'accueil temporaire et commencent un blocage sur une route de l'île. Le 6 septembre à Valence une quarantaine de prisonniers du centre de rétention se rebellent contre les flics et leur subtilisent leurs clefs. Un groupe accède au toit et tente de s'évader pendant qu'à l'intérieur du matériel est dégradé, des matelas enflammés et cinq flics blessés. Le 16 septembre, des migrants coincés en Serbie affrontent les militaires et les flics hongrois pour franchir la frontière de barbelés (surmontées de lames de rasoir). Le grillage est forcé et des dizaines de personnes passent de l'autre côté. La nuit du 2 octobre à Calais, dans un assaut collectif, plusieurs centaines de migrants ouvrent une brèche de 30 mètres dans les barbelés qui entourent la zone d'accès à l'Eurotunnel pour pénétrer à l'intérieur et espérer atteindre l'Angleterre. À (pour) suivre...



ACTION DIRECTE CONTRE LE GOUVERNEMENT

A la fin de la manifestation syndicale contre le gouvernement, quelques centaines de personnes (ouvriers, anarchistes, rebelles, toute catégorisation devient superflu lors de l'affrontement) attaquent les rangées des policiers. Pendant deux heures ils s'affrontent les défenseurs de l'État (dix canons à eau, grenades lacrymogènes, flics en civil) à coups de pavés, de barres de fer (...) aux environs et dans la gare du Midi. Quelques flics sont blessés. Nombreux journalistes sont chassés par les rebelles. Les syndicats, ainsi que les autorités étatiques, essaient de minimiser les affrontements, pourtant le seul chemin praticable pour une véritable offensive contre le gouvernement. Les grèves des cheminots qui ont suivi ces affrontements n'ont d'ailleurs pas hésité à avoir recours à des pratiques offensives : sabotages des voies, blocages sauvages des axes, occupations...



LA FOIRE AUX FAUX ARGUMENTS

3

L'Etat voudrait se présenter comme le défenseur de la justice, celui qui vient faire appliquer le droit et la solution toute immédiate serait la construction d'une masse de cellules en plus.

Pendant qu'il est en train d'augmenter considérablement ses capacités carcérales, cet Etat est fier d'annoncer à grand renfort de médias que le taux de criminalité aurait diminué. Une chose est sûre : ce qui n'arrête pas de grandir, c'est sa volonté farouche de frapper toujours plus fort et de nous faire sentir à chaque coin de rue que la prison n'est pas loin. Ici à Bruxelles, tu sens l'atmosphère polluée par les flics et les gardiens de la paix qui peuvent te donner des SAC pour tout et n'importe quoi, c'est devenu une fatalité de croiser des contrôleurs dans les transports, les portiques t'obligent à toujours plus d'acrobaties pour les franchir, les caméras t'épient dans tes moindres déplacements... En parallèle, l'Etat se dote d'un arsenal d'instruments de plus en plus amples pour intimider ceux qui essaient de se maintenir la tête au-dessus de l'eau et réprimer ceux qui auraient le

malheur de ne pas se contenter des miettes qu'on leur laisse dans un monde de fric et de pouvoir. Il y a de plus en plus d'actes qui peuvent conduire devant le juge. Conséquemment, il y a aussi plus de gens à juger et de peines à distribuer à la pèle. En plus, les conditionnelles s'obtiennent après davantage d'années passées derrière les barreaux, elles sont de plus en plus difficiles à obtenir tellement les conditions se sont durcies. Les mêmes délits sont aussi jugés beaucoup plus sévèrement qu'avant, si bien que le temps passé en prison s'est aussi considérablement allongé. L'Etat a beau jeu après de se présenter comme celui qui a la solution avec son master plan d'une dizaine de nouvelles taules, alors que c'est lui qui crée ses propres besoins. Cette politique répressive est un choix, c'est le choix de tenter de faire régner son ordre d'une main de fer, au nom de la justice...

DU DAWA



PARTOUT



CONTRE



LA MAXI-



PRISON



A l'heure du début des travaux, l'Etat reste toujours bien décidé à réaliser son projet de maxi-prison. Il agite le spectre de la répression contre celles et ceux qui luttent. Il faut bien qu'il défende cet investissement gigantesque, faisant partie d'un plan plus grand encore d'une dizaine de nouvelles taules.

Son objectif est clair : enfermer toujours plus de gens pour toujours plus longtemps.

Ces mesures ne sont pas réservées aux seuls prisonniers du dedans. Dehors aussi, le serrage de vis se généralise : des conditions de survie toujours plus dures, des milliers de gens virés du chômage, de nouveaux uniformes qui pullulent, des caméras de surveillance à chaque coin de rue... La maxi-prison n'est que la cerise sur le gâteau.

Alors, quoi ? Soit on se laisse enfermer dans nos vies de merde, soit on s'attaque par les moyens qu'on estime pertinents à tous ceux qui sont en train de nous forger un quotidien de caserne : des constructeurs, architectes, ingénieurs et prestataires de service de la maxi-prison,

jusqu'aux décideurs politiques qui en sont à l'origine, en passant par tous ceux qui se font du fric sur le business de la sécurité et de l'enfermement.

Mais aussi en perturbant leur ordre, en ajoutant notre touche de bordel à cette ville qu'ils voudraient policée et sans autre vie que celle de la marchandise.

Ce n'est pas en monnayant notre lutte pour quelques aménagements de façade que nous leur mettrons des bâtons dans les roues. En revanche ce qu'ils ont à craindre, c'est un mouvement qui leur échappe complètement, où de petits groupes, sans parti politique ni chef, décident par eux-mêmes où et comment attaquer.

Nulle recette, mais un mélange qui a un potentiel explosif : un foisonnement diffus et incontrôlable qui, par l'auto-organisation et l'action directe, pourra venir à bout des murs qu'ils nous imposent.

Déchainons-nous contre tous ceux qui mettent des barreaux à nos vies !

Mais quelle justice ? La justice nous dit-on se traduit par un ensemble de lois. Deux questions cruciales se posent alors. La première est : qui a écrit la loi ? Il s'agit bien sûr de celui qui a eu le pouvoir de le faire. Et pourquoi l'a-t-il fait ? Pour défendre ses privilèges. La loi est donc forcément arbitraire, vu qu'elle obéit aux intérêts de ceux qui peuvent l'imposer, c'est-à-dire de ceux qui détiennent l'autorité pour le faire. C'est une chose que chacun sait bien que la loi ne s'applique pas de la même manière pour tout le monde. Il y a ceux pour qui les bras sont grand ouverts : les riches et les investisseurs, les entreprises et les banques, les politiciens et les puissants. L'Etat ne craint pas de fermer les yeux sur nombres de leurs infractions. Quand cela n'est plus possible, il y a toujours moyen de régler l'affaire à l'amiable, d'éviter un procès, ou de se débrouiller pour qu'il n'y ait qu'une condamnation légère pour pouvoir sauver les apparences.

Que dire de ceux que jamais la loi n'inquiètera car ils ne commettent aucun crime reconnu par le droit ? Nombre d'horreurs se font en toute légalité : un Président qui déclenche une guerre et a sur ses mains le sang de dizaines de milliers de morts, un patron qui se fout bien du sort de ses ouvriers car son entreprise respecte les règles du jeu du capitalisme, un gouvernement qui exige de chacun de se serrer la ceinture et nous mène la vie toujours plus dure. Ou encore ceux qui prétendent assurer notre « sécurité », flics, matons et consorts payés tous les jours pour faire un sale boulot de répression. Tout ça se fait en toute légalité.

La violence dans les mains de l'in-

dividu s'appelle « crime », dans les mains de l'Etat et de ses sbires, le « droit ». L'Etat s'approprie le monopole pour résoudre les conflits. Avec ses lois et son langage juridique, il essaie de faire rentrer chaque conflit dans une case en faisant une abstraction. Par cela, il nous dépouille, et intègre une logique de compensation. C'est lui qui invente une peine correspondante pour « faire régner la justice » et définit ce qui est un crime et ce qui ne l'est pas. L'ensemble des lois peuvent changer en permanence, en fonction de l'organisation sociale, politique et économique qui arrange mieux le pouvoir. Pendant que l'Etat vire toujours plus de gens du chômage, il construit une dizaine de nouvelles taules. Quand il nous dit qu'il augmente ses capacités carcérales pour faire régner la justice et ne plus laisser impuni les délits, il nous ment. Ce ne sont que des sophismes pour nous vendre une politique répressive contre une partie bien précise de la population : les pauvres, les indésirables ou ceux qui ne marchent pas dans le rang.

Tout cela est terriblement bien fait pour nous faire oublier qui sont nos véritables ennemis. Le capital et l'Etat marchent main dans la main dans un monde dont les valeurs sont à bannir. Une société juste n'existera pas tant que ses bases de fric et de capitalisme, de pouvoir et d'Etat n'auront pas été sapées.

